

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7081>



Vague d'agressions contre les Rroms : Ça suffit ! solidarité !

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : vendredi 29 mars 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

L'Union Juive Française Pour la Paix appelle les pouvoirs politiques, les syndicats, le monde associatif à une réaction immédiate et forte après les scènes de pogrom qui se sont déroulées un peu partout en banlieue parisienne à l'encontre des communautés roms et tient à affirmer son soutien et sa solidarité envers celles et ceux qui ont été frappé-e-s, blessé-e-s, persécuté-e-s ou insulté-e-s.

La rumeur d'une camionnette blanche suspectée d'enlever des enfants revient régulièrement sur les réseaux sociaux depuis 2010. Au fil du temps, elle traversera la Belgique et l'Allemagne où elle prendra ses premières connotations racistes, accusant des Roms, des Bulgares, des Roumains, parfois les trois en même temps entre 2012 et 2014.

Cette rumeur persiste et réinvestit de nouveaux territoires, notamment en Moselle, dans le Var et en Ardèche, mais aussi l'année dernière dans le Jura et le Loiret presque consécutivement, avec la même photo, ce qui a permis d'établir le caractère factice de l'histoire, le seul témoignage pris en compte par la gendarmerie étant celui d'une adolescente qui a depuis reconnu avoir menti.

Cette rumeur ressurgit il y a quelques jours, relayée principalement en banlieue parisienne.

Cette fois-ci, elle prend immédiatement une tournure raciste accusant les communautés roms de participer à un réseau d'enlèvements d'enfants dans le but de prélever et de vendre leurs organes.

La Voix des Roms fait état de plusieurs agressions physiques extrêmement choquantes, parfois sur des familles entières, prenant des allures de pogrom à Bondy, Montreuil, Bobigny, Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Nanterre ou encore Créteil, après plusieurs appels au lynchage lancés sur les réseaux.

On croit revivre de très mauvais souvenirs, parmi lesquels on pourrait établir un parallèle avec une rumeur ancestrale accusant les juifs de sacrifier des enfants chrétiens à des fins de rituels ou plus récemment encore avec la rumeur d'Orléans. Cette dernière visait les commerçants juifs de la ville, accusés d'enlever des jeunes femmes dans des cabines d'essayage afin de pratiquer la « traite des blanches ».

Il y a toutefois une différence concernant les auteurs de ces violences : ils sont habitants des quartiers populaires, majoritairement issus de l'immigration et non-blancs, donc eux même discriminés.

On ne peut résumer le racisme anti- roms simplement à la fachosphère ni à ces actes ignobles. Il y a aussi tout le conditionnement psychologique qui les accompagne, alimenté par les médias et l'État.

Depuis des années, le gouvernement et ses sbires ont ouvertement stigmatisé et ciblé les roms. Du discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy à Emmanuel Macron en passant par François Hollande, affirmant qu'ils n'ont pas leur place sur le sol français et appelé à leurs expulsions. Pour citer, Manuel Valls ancien premier ministre « les roms ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation » : « nous le savons tous, la proximité de ces campements provoque de la mendicité et aussi des vols, et donc de la délinquance. », « les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». » .

Dans ces conditions, il semble évident qu'une parole haineuse ne peut que se libérer et aboutir à ce genre de dérives mises ensuite en actes avec l'approbation tant implicite qu'explicite de nos gouvernants. C'est bien le résultat d'une forme de racisme d'État que nous constatons.

Vague d'agressions contre les Rroms : Ça suffit ! solidarité !

Contre les actes et propos anti-rroms présents à toutes les échelles de la société, l'Union Juive Française pour la paix appelle chacun-e d'entre nous à prendre ses responsabilités et à réagir au plus vite. Face à une telle injustice, c'est le combat de tou-te-s d'être aux côtés des Rroms en agissant le plus fermement possible pour faire taire ces rumeurs et pour poursuivre puis condamner les auteurs de ces violences, mais aussi et de manière plus générale pour pointer du doigt et dénoncer les conditions de vie indignes dans lesquelles l'État maintient les membres de cette communauté.

La Coordination nationale de l'UJFP, le 29 mars 2019